



**VILLE DE COMBOURG**  
(Ille et Vilaine)

**COMPTE RENDU  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille dix, où est écrit ce qui suit : Séance publique du  
**27 JUILLET 2010**, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code  
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	2
Nombre de Conseillers présents	:	25
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	21 Juillet 2010
Date d'affichage du compte-rendu	:	30 Juillet 2010

\*\*\*\*\*

**Etaient présents** : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN (sauf pour les questions n° 10-102 et 10-103), Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD (à partir de la question n° 10-98), M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT (sauf pour la question n° 10-110), M. André BADIGNON, Adjoints, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD (sauf pour la question n° 10-110), Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL (sauf pour la question n° 10-114), M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND, M. Johan THEURET (sauf pour la question n° 10-110), Mme Michèle BEAUDOUIN ; M. Joël DESVAUX

**Absents excusés** : M. Henri NOËL, Mme Annie CHAMPAGNAY

**Absents non excusés** : Mme Marylène QUEVERT ; M. Bruno TREMAUDAN

**Pouvoirs** : M. NOEL à M. HAMELIN ; Mme CHAMPAGNAY à M. BADIGNON

\*\*\*\*\*

**Président de séance** : M. Joël LE BESCO, Maire  
**Secrétaire de séance** : M. Marcel FOUQUET, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

### **Ordre du jour**

- 10-95) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 10-96) Communauté de Communes – Modification des statuts – Intégration de compétence « Vie Culturelle »
- 10-97) Bâtiment Petite Enfance : Approbation du dossier PRO et du dossier de consultation des entreprises
- 10-98) Mise à disposition du terrain nécessaire au projet de reconstruction du Centre Local Hospitalier (CLH) de Combours
- 10-99) Cession à la Commune d'une portion de terrain – rue de Melesse
- 10-100) Lotissement « Cité Rahuel » - Demande d'accord du Conseil Municipal pour la revente d'un lot
- 10-101) Tarifs cantine – Rentrée scolaire 2010-2011
- 10-102) Subvention municipale – Association Mobydick
- 10-103) Versement de subventions pour les vitrines et enseignes
- 10-104) Mobilier des nouvelles classes de l'école élémentaire – Décision modificative
- 10-105) Salle Karaté – Travaux de toiture – Décision modificative
- 10-106) Encaissement des chèques de dossiers de consultation des entreprises (DCE) du programme voirie 2010 – Secteurs en régie
- 10-107) Travaux de restructuration de l'école élémentaire – Avenants
- 10-108) GAEC du Linon – Indemnité d'éviction
- 10-109) Souscription d'un emprunt
- 10-110) Garantie d'emprunt – Association Chateaubriand – section Cinéma
- 10-111) Mise en place d'un parcours d'interprétation
- 10-112) Validation du plan d'aménagement patrimonial
- 10-113) Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal entre les Verdières et le Chénol – Demandeur : M. Yves DENOUEAL
- 10-114) Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal entre les Verdières et le Chénol – Demandeur : M. Jean DENOUEAL
- 10-115) Cimetière – Aménagement d'un columbarium, jardin du souvenir et caveaux provisoires
- 10-116) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

---

### **10-95) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Monsieur Marcel FOUQUET, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance du 23 Juin 2010 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

#### **10-96) COMMUNAUTE DE COMMUNES – MODIFICATION DES STATUTS – INTEGRATION DE COMPETENCE « VIE CULTURELLE »**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, par délibération n° 55.2010 du 27 mai 2010, le conseil communautaire a approuvé le projet de modification des statuts de la Communauté de Communes en intégrant la compétence «Vie culturelle» de la Communauté de Communes.

En effet, afin d'apporter une aide financière au projet d'extension du cinéma de Combourg, la Communauté de Communes doit respecter le cadre réglementaire des conditions de versement des aides publiques aux associations.

Afin de verser une aide financière à une association, l'objet associatif doit rentrer dans le champ d'application des compétences de la Communauté de Communes. Aussi, dans le cadre du soutien à la modernisation des activités cinématographiques, il y a nécessité de modifier les statuts.

C'est pourquoi, le Conseil communautaire a décidé, en séance du 27 mai 2010, et ce à l'unanimité des membres présents, **d'intégrer la compétence** suivante :

**« Vie culturelle : Sont d'intérêts communautaires : les aides au développement liées à la modernisation des activités cinématographiques »**

Aussi selon l'article L.5211-5 du CGCT, il est nécessaire, pour valider la décision du Conseil communautaire, que les Conseils Municipaux des communes membres approuvent cette modification statutaire à la majorité qualifiée dans les conditions fixées au 1<sup>er</sup> alinéa du II de l'article L.5211-5.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de bien vouloir en délibérer :

**Le Conseil municipal,**

**Vu** la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » ;

**Vu** l'article L.5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la délibération n°55.2010 du Conseil communautaire en séance du 27 mai 2010 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

### **DECIDE**

**D'INTEGRER** dans les statuts de la Communauté de communes la compétence : « **Vie culturelle : Sont d'intérêts communautaires : les aides au développement liées à la modernisation des activités cinématographiques** »

### **10-97) BATIMENT PETITE ENFANCE : APPROBATION DU DOSSIER PRO ET DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, le 26 mai 2010, le Conseil Municipal a validé l'Avant-Projet Détaillé du bâtiment multi-accueil de la petite enfance. Le cabinet d'architecture VIGNAULT et FAURE a ainsi pu engager les études de Projet (PRO) sur la base du programme et des études d'avant-projets approuvées par la commune.

Le cabinet VIGNAULT et FAURE a désormais achevé la phase PRO / DCE. Le dossier a été remis par l'architecte le 9 juillet. Il comprend l'ensemble des plans d'architectes, fluides et structure, les cahiers des clauses techniques lot par lot ainsi que les rapports d'étude acoustique, d'étude géotechnique et des calculs thermiques réglementaires.

Le bâtiment est traité avec un bardage en bac acier et est largement vitré pour bien diffuser la lumière naturelle. Ses dimensions et ses pentes de toit ont été pensées pour s'intégrer harmonieusement dans son environnement. Les protections solaires sont assurées par un débord de toit de 1,5 mètre sur les façades sud-ouest et sud-est. Enfin, les aménagements intérieurs ont été visés par l'assistant à maître d'ouvrage et par les services de la Protection Maternelle et infantile (PMI).

La réglementation relative aux caractéristiques thermiques implique que la valeur correspondant à la consommation en énergie primaire de chauffage, éclairage et auxiliaires, soit inférieure à une valeur de référence. Dans le cadre de ce projet, les équipements préconisés permettent d'obtenir un résultat avec un écart d'environ 30% inférieur à cette valeur réglementaire, situant le bâtiment entre le niveau Très Haute Performance Energétique (-20%) et Bâtiment Basse Consommation (-50%).

Ce résultat a pu être obtenu par la conjugaison des différents paramètres générateurs d'économies suivants :

- une isolation performante des parois du bâti : Isolation par l'extérieur des murs réduisant les ponts thermiques et conférant de l'inertie à la construction, isolation sous chape

et en plafond, menuiseries en aluminium avec rupteur de pont thermique équipées de double vitrage avec lame d'argon,

- des équipements techniques présentant des rendements élevés tels que chaudière gaz à condensation, plancher chauffant basse température, ventilation mécanique double flux avec récupérateur de calories sur l'air extrait à haut rendement.

Le coût de l'opération est estimé à 765 000 € HT et se décompose comme suit :

	Désignation	€ HT
Lot 01	Gros œuvre	107 000
Lot 02	Charpente métallique - couverture bac acier – bardages - serrurerie	135 600
Lot 03	Menuiseries extérieures aluminium	52 600
Lot 04	Menuiseries intérieures bois	50 500
Lot 05	Mobilier petite enfance	23 500
Lot 06	Cloisons sèches - plafonds plaques de plâtre	62 500
Lot 07	Plafonds suspendus	7 350
Lot 08	Carrelage - faïence	22 500
Lot 09	Sols souples	20 600
Lot 10	Peinture - revêtements muraux	25 400
Lot 11	Nettoyage de mise en service	3 400
Lot 12	Electricité - courants forts et faibles	56 000
Lot 13	Plomberie sanitaire – chauffage - ventilation	103 600
Lot 14	Terrassements – VRD - aménagements extérieurs	65 500
	Options diverses retenues par le maître d'ouvrage	28 950
TOTAL		765 000

Le financement de l'opération de construction du bâtiment multi-accueil de la petite enfance s'établit ainsi :

Dépenses en euros Hors Taxes		Recettes en euros	
Travaux de construction	765 000	Commune de Combours	361 358
Honoraires de maîtrise d'œuvre	82 008	Communauté de Communes	256 500
Autres frais d'études (AMO, SPS, CT, Topo...)	17 250	CAF 35	186 500
Frais administratifs	5 600	Département 35	65 500
<b>TOTAL</b>	<b>869 858</b>	<b>TOTAL</b>	<b>869 858</b>

Le dossier PRO a été présenté en commission *Bâtiments / Développement durable* le 13 juillet 2010. Celle-ci a formulé le vœu qu'un contrôle des performances énergétiques sur lesquelles le maître d'œuvre s'engage puisse être réalisé à la fin des travaux et que l'existence de ce contrôle soit mentionné dans le DCE.

Les membres de la commission ont également souhaité que les stores extérieurs à lames orientables prévus sur les façades sud-ouest et sud-est soient mis en option, et qu'une autre option sur les mêmes ouvertures avec des stores intérieurs occultant soit ajoutée. La mise en place de volets roulants sur les ouvertures dans les chambres est maintenue.

Les performances des vitrages demandés dans le DCE font état d'un indice de 1,7 Uw. Une option doit être ajoutée dans le DCE avec un niveau d'exigence supérieur porté à 1,4 Uw pour augmenter davantage encore les performances énergétiques.

Par ailleurs, la commission a validé le principe d'une façade traitée en bardage polycarbonate sur le pignon nord-ouest pour une meilleure intégration du préau. Enfin, elle a réitéré la demande de créer un trottoir sur la façade sud-est, à l'identique de celui prévu sur la façade sud-ouest.

Après examen du dossier, et sous réserves de la prise en compte de ses observations, la commission a validé les différents éléments du PRO et a émis un avis favorable à leur approbation par le Conseil Municipal.

La consultation des entreprises pour les marchés de travaux sera lancée début septembre, et le démarrage des travaux pourrait intervenir à la fin du mois de novembre, pour une période de 11 mois.

Monsieur LE BESCO propose au conseil municipal :

- d'approuver les dossiers PRO / DCE relatif à la construction du bâtiment multi-accueil de la petite enfance ;
- d'autoriser M. le Maire à engager la consultation des entreprises sur la base du DCE proposé en marché à procédure adaptée ;

- de solliciter la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine et de la Communauté de Communes Bretagne Romantique.

Un débat s'instaure sur le futur mode de gestion de cet équipement et sur l'intégration de l'espace Jeux dans cette structure. Monsieur LE BESCO répond qu'une réflexion est en cours et fera l'objet de réunions prochainement.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

### **10-98) MISE A DISPOSITION DU TERRAIN NECESSAIRE AU PROJET DE RECONSTRUCTION DU CENTRE LOCAL HOSPITALIER – C.L.H DE COMBOURG**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que par, délibération n° 06-158 du 14 décembre 2006, le Conseil Municipal avait donné un accord de principe à une cession de terrain par la Ville à l'association « Clinique Saint Joseph » pour son projet de reconstruction de locaux sur la route de VITRE, au lieudit « les Rivières ».

Par délibération n° 07-78 en date du 10 juillet 2007, le Conseil Municipal a décidé l'acquisition de plusieurs parcelles de terrain cadastrées sous les n° 574-575-576-577 de la section G d'une superficie totale de 56 390 m<sup>2</sup> dans la perspective d'une mise à disposition de la surface utile au projet.

Aujourd'hui, le projet de la structure hospitalière étant finalisé pour des travaux de construction devant démarrer en octobre prochain, il convient de définir le mode de transfert le plus approprié pour l'emprise de terrain nécessaire.

La Commission des Finances, réunie le 8 juillet 2010, a étudié plusieurs modes de transmission à savoir :

- Une vente à prix symbolique assortie de réserves au cas où l'Association serait dissoute
- Un bail emphytéotique
- Un bail à construction

La Commission s'est prononcée pour le bail à construction qui lui a semblé la solution la plus adaptée.

Le bail à construction a été institué par la Loi n° 64-1247 du 16 décembre 1964. Il peut être utilisé pour réaliser des équipements collectifs, industriels ou commerciaux. Il s'agit d'un bail par lequel le preneur s'engage à édifier des constructions sur le terrain du

bailleur et à les conserver en bon état d'entretien pendant toute la durée du bail, c'est-à-dire de 18 à 99 ans.

Les conditions de construction et le bornage du terrain destiné à l'opération doivent être définis au moment de la signature du bail, le bailleur gardant un droit de regard sur la réalisation de l'ensemble des travaux liés à la construction.

Le preneur reste maître de l'ouvrage jusqu'à la fin du bail où il doit remettre les ouvrages au bailleur. Toutefois, une promesse de vente au preneur peut être mentionnée et le rendre propriétaire du foncier à l'expiration du bail.

Monsieur LE BESCO propose donc au Conseil Municipal :

- De donner un accord de principe à ce mode de transfert
- De donner pouvoir au Maire pour définir avec le Président de l'Association « Clinique Saint Joseph » les conditions du bail qui porteront notamment sur :
  1. La durée
  2. L'engagement de construction
  3. Les délais d'exécution des travaux
  4. La détermination de l'achèvement des travaux
  5. La détermination de la conformité des travaux
  6. Les cessions et apports en société
  7. Le Loyer
  8. Le transfert de propriété
- D'étudier ces conditions en Commission Finances avant approbation de celles-ci par le conseil Municipal lors d'une prochaine séance.
- De confier à l'Office notarial LACOURT-PRIOU de COMBOURG la rédaction du bail à construction à intervenir, après établissement du document de bornage, les frais résultant de ces deux opérations étant à la charge de l'Association

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

## **10-99) CESSION A LA COMMUNE D'UNE PORTION DE TERRAIN – RUE DE MELESSE**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, lors de la division de la propriété de Monsieur et Madame Patrick RUELLAN, rue de Melesse, la Municipalité a été interrogée sur l'entretien des arbres jouxtant le chemin communal reliant la rue de Melesse à la rue des Longues Pierres. Considérant l'intérêt de ce chemin bordé d'arbres, la Commune a souhaité acquérir l'assiette du talus planté, à savoir la parcelle cadastrée section AE n° 666, d'une superficie de 133 m<sup>2</sup>.



Monsieur Yann PRUDON, acquéreur d'une partie de la propriété, a fait connaître, par courrier en date du 8 Juillet 2010, qu'il souhaitait céder cette parcelle à titre gracieux, les frais relatifs à cette cession étant pris en charge par la Commune.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- De décider l'acquisition de la parcelle cadastrée section AE n° 666, d'une superficie de 133 m<sup>2</sup>, à titre gracieux
- De confier la rédaction de l'acte à la SCP Notariale PRIOL-LACOURT, 1 Boulevard du Mail à Combours, la Commune prenant en charge les frais de cession
- De donner pouvoir au Maire pour signer tous les actes à intervenir pour le règlement de ce dossier

Les membres de la minorité municipale considèrent que la Commune ne doit pas prendre en charge les frais liés à cette acquisition qui permet au propriétaire de ne plus avoir à supporter les frais d'entretien des arbres. Monsieur LE BESCO répond que la Commune souhaite protéger le chemin et ses talus boisés afin de préserver la qualité paysagère du secteur.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 22 voix POUR et 5 abstentions, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

#### **10-100) LOTISSEMENT « CITE RAHUEL » - DEMANDE D'ACCORD DU CONSEIL MUNICIPAL POUR LA REVENTE D'UN LOT**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, par courrier en date du 2 Juillet 2010, Maître PRIOL, Notaire à COMBOURG, a informé la Commune du projet de Monsieur et Madame LEBLET, domiciliés 4 route de la Racinais (lotissement « Cité Rahuel ») de vente de leur propriété.

Or, Monsieur et Madame LEBLET ont acquis leur terrain (formant le lot n° 2 du lotissement) suivant acte notarié en date du 13 Juillet 2006, soit depuis moins de 5 ans alors que le cahier des charges du lotissement stipule en son article 21 que *« après achèvement de la construction, la revente demeure interdite pendant un délai de cinq ans à compter de la date d'acquisition du terrain. En cas de force majeure, il pourra être dérogé à cette clause avec l'accord du conseil municipal »*.

Monsieur et Madame LEBLET font valoir une mutation professionnelle dans une autre région.

Il sera donc proposé au Conseil Municipal de déroger à cette clause et d'autoriser la vente du lot n° 2 du lotissement « Cité Rahuel ».

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

### **10-101) TARIFS CANTINE – RENTREE SCOLAIRE 2010-2011**

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, comme chaque année, il convient de fixer les tarifs de la cantine pour l'année 2010-2011. Le Conseil Municipal sera informé des modalités de fixation du prix de la Restauration Scolaire par le décret n° 2006-753 du 29 Juin 2006, à savoir,

- d'une part, les prix de la restauration scolaire fournie aux élèves des écoles maternelles, des écoles élémentaires, des collèges et des lycées de l'enseignement public sont fixés par la collectivité territoriale qui en a la charge (article 1)
- D'autre part, ces prix ne peuvent être supérieurs au coût par usager résultant des charges supportées au titre du service de restauration, après déduction des subventions de toute nature bénéficiant à ce service, et y compris lorsqu'une modulation est appliquée (article 2)

Les tarifs appliqués pour l'année scolaire 2009-2010 étaient de :

Tarif « Enfant »	2,87 €
Tarif « Adulte »	5,22 €

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que le prix de revient d'un repas (denrées alimentaires + personnel + frais de fonctionnement divers) a été établi à 5.30 €. Après avis de la commission finances, réunie le 8 juillet 2010, elle propose d'appliquer une augmentation de 2.8 % et de voter les tarifs de la restauration scolaire pour l'année scolaire 2010- 2011 qui seront applicables à partir de la rentrée scolaire, à savoir :

Tarif « Enfant »	2.95 € (+ 2,8 %)
Tarif « Adulte »	5.30 € (égal au coût de revient)

Les membres de la minorité municipale considèrent que cette augmentation est trop forte pour les familles en difficultés. Ils réitèrent leur demande de mise en place d'une tarification sociale qui tient compte des revenus des ménages. Madame GIROUX précise que l'an dernier, les tarifs n'ont pas augmenté. De plus, la Commune doit supporter des augmentations de charges (électricité, chauffage, etc.)

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 22 voix POUR et 5 CONTRE, ADOPTE ces nouveaux tarifs qui prendront effet à la rentrée scolaire 2010-2011.

### **10-102) SUBVENTION MUNICIPALE - ASSOCIATION MOBYDICK**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, le 17 mai 2010, la commune a reçu de l'association « MOBYDICK » (groupe de chants marins) qui effectue régulièrement des actions bénévoles auprès des personnes âgées, une demande de financement afin de les aider pour l'édition de leur nouveau CD.

La commission des Finances, réunie le 8 juillet 2010, a émis un avis favorable à la demande d'aide de l'association.

Madame GIROUX propose proposé au Conseil Municipal de verser à l'association « MOBY DICK » une subvention de 300 € qui sera prélevée sur le fonds de réserve des subventions.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents (à l'exception de Monsieur HAMELIN qui s'est retiré pour ce vote), ADOPTE cette proposition.

### **10-103) VERSEMENT DE SUBVENTIONS POUR LES VITRINES ET ENSEIGNES**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n°03-94 du 9 juillet 2003, le Conseil Municipal a retenu les modalités d'intervention de la Commune pour les vitrines et enseignes.

Au titre de l'année 2010, quatre dernières opérations réalisées ont été retenues par le FISAC.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

1) de verser dès à présent la part communale de subvention à :

- **Cassandra** (prêt à porter) pour un montant de **340 €**
- **L'âge tendre** (vêtements enfants) pour un montant de **174 €**
- **CBG Enzo** (coiffeur) pour un montant de **1 505 €**
- **La Gourmande de Combours** (l'Orangerie) pour un montant de **617 €**

2) de verser à ces mêmes bénéficiaires, l'aide du FISAC équivalente à celle de la Commune, dès l'encaissement des fonds correspondants.

3) de solder le programme de « subvention FISAC » à l'issue de ces opérations.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents (à l'exception de Monsieur HAMELIN qui s'est retiré pour ce vote), ADOPTE cette proposition.

#### **10-104) MOBILIER DES NOUVELLES CLASSES DE L'ECOLE ELEMENTAIRE – DECISION MODIFICATIVE**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal qu'il convient de doter en mobilier les nouvelles classes de l'école élémentaire. Elle propose au Conseil Municipal de prendre la décision modificative suivante :

##### **DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

compte	intitulé	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
2184-604-212	Mobilier école élémentaire		17 551.00 €
2313-802-64	Pôle multi accueil	6 000.00 €	
<b>TOTAL</b>		11 551.00 €	

##### **RECETTES D'INVESTISSEMENT**

compte	intitulé	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
1341	D.G.E. équipement élémentaire		4 161.00 €
10223	T.L.E.		7 390.00 €
<b>TOTAL</b>		11 551.00 €	

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE cette proposition.

#### **10-105) SALLE KARATE – TRAVAUX DE TOITURE – DECISION MODIFICATIVE**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, par délibération n°10-78 du 26 mai 2010, il a été décidé de procéder à la rénovation de la toiture de l'ancienne école maternelle utilisée aujourd'hui comme salle de karaté, l'architecte des Bâtiments de France imposant une couverture en ardoise de petit module, posées au clou cuivre carré cranté sur un voligeage jointif le montant du devis proposé lors de la confection du budget a été réévalué.

Pour effectuer ces travaux l'entreprise GAVARD de Combourg a été retenue pour un montant de 28 999.41 € T.T.C.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de prendre la décision modificative suivante :

<b>DEPENSES D INVESTISSEMENT</b>			
compte	intitulé	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
2313-35-411	travaux toiture salle karaté		4 000.00 €
2313-802-64	travaux pôle multi accueil	4 000.00 €	
<b>TOTAL</b>		0.00 €	

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE cette proposition.

#### **10-106) ENCAISSEMENT DES CHEQUES DE DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) DU PROGRAMME VOIRIE 2010 – SECTEURS EN REGIE**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 10-55, le Conseil Municipal a validé le dossier de consultation des entreprises du programme voirie 2010 – secteurs en régie- et a autorisé le Maire à lancer la consultation sous la forme d'une procédure adaptée.

L'avis d'appel public à la concurrence, paru le 21 avril 2010, annonçait la somme de 10 € pour l'envoi du dossier de consultation.

2 dossiers ont été envoyés, représentant un montant de 20 € reçus par chèques.

Madame GIROUX propose au conseil municipal d'autoriser le Maire à encaisser les 2 chèques pour un montant de 20 €.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE cette proposition.

#### **10-107) TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE – AVENANTS**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de Restructuration de l'école élémentaire, marché à procédure adaptée, plusieurs entreprises ont présenté des avenants en plus et moins value, ils concernent les lots suivants :

ENTREPRISE TITULAIRE	N°	MONTANT DU MARCHE H.T.	DESCRIPTION TRAVAUX	MONTANT PLUS VALUE	MONTANT MOINS VALUE	% /marché initial	NOUVEAU MONTANT DU MARCHE H.T.
<b>EAR MARIOTTE</b> (revêtements sols) <b>LOT N°8</b>	3	28 942.67 €	Fourniture et pose d'un nez de marche aluminium	368.67 €		71.60%	<b>29 162.92 €</b>  <b>(1)</b>
<b>ICE</b> (électricité) <b>LOT N°11</b>	2	37 871.01 €	Eclairage cage d'escalier Equipement locaux techniques Eclairage de sécurité cage d'escalier	1 182.42 €		16.97%	<b>44 299.18 €</b>  <b>(2)</b>
<b>GUERIN</b> (menuiserie intérieure bois)  <b>LOT N°5</b>	1	48 316.51 €	Trappe de visite complémentaire Tablettes en mélaminé Porte stratifiée idéogramme Coffre dans sanitaires Complément de clés sur organigramme Tableaux verts émaillés en complément de tableaux blancs Poignée de tirage pour WC handicapés	3 938.40 €		7.54%	<b>52 254.91 €</b>
<b>GUERIN</b> (menuiserie intérieure bois) <b>LOT N°5</b>	2	48 316.51 €	Suppression châssis  Suppression de 35 patères dans couloir Suppression de 3 tableaux triptyques Suppression dépose boîte aux lettres et panneau d'affichage Suppression de trois tableaux		3 713 €	7.65 %	<b>44 603.51 €</b>  <b>(3)</b>

- (1) Il est rappelé que, par délibération n° 10-77 en date du 26 Mai 2010, un avenant (n° 1) en moins-value d'un montant de 20 502,79 € HT, représentant une diminution de 70,84 % du marché de base, avait été accepté. Après les avenants 1 et 2, le montant du marché de l'entreprise MARIOTTE était porté à 28 794,25 € TTC
- (2) Par délibération n° 10-77 en date du 26 Mai 2010, le Conseil municipal avait également accepté l'avenant n° 1 de l'entreprise ICE portant le marché à la somme de 43 116.76 € H.T (51 567.65 € TTC)
- (3) Le montant du marché de l'entreprise GUERIN, après les avenants 1 et 2, est porté à la somme de 48 541.915 € H.T.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, s'agissant d'avenants en plus ou moins value supérieurs à 5 % , Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer les avenants des entreprises MARIOTTE (3), ICE (2 ), et GUERIN(1 et 2).

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE cette proposition et AUTORISE le Maire à signer ces avenants.

#### **10-108) GAEC DU LINON – INDEMNITE D'EVICITION**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, par délibération en date du 22 avril 1982, le Conseil municipal a consenti un bail précaire des parcelles D 544 et D 545 d'une contenance de 14 140 m<sup>2</sup> (1 ha 4140) au profit de Monsieur Michel ANNEIX (actuellement GAEC du Linon, anciennement GAEC de l'Epa)

Une partie de ces parcelles pour une superficie de 0.36 ha étant nécessaire aux travaux du bassin tampon liés à la viabilisation du lotissement « La Gare / Bel Air », il a été demandé au locataire de libérer cette portion de terrain à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2010.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de verser au GAEC du Linon une indemnité d'éviction pour un montant de 2 023 € auquel devra être ajoutée une indemnité d'arrière fumure pour un montant de 66 € soit un montant total de 2 089 €, correspondant à la libération des parcelles D 544 et D 545 pour une surface de 0.36 ha.

Il est précisé que le terrain restant fera l'objet d'un nouveau bail précaire dont les conditions seront présentées au conseil municipal lors d'une prochaine séance.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

#### **10-109) SOUSCRIPTION D'UN EMPRUNT**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal qu'une somme de 1 604 304 € a été inscrite au Budget primitif de l'exercice pour couvrir le solde des besoins de financement de l'investissement.

Dans le cadre de l'opération « Plan de relance professionnel BTP 2009 » DEXIA s'est engagé à soutenir l'investissement local en proposant des prêts à taux préférentiels.

Le dossier « médiathèque » étant éligible par le plan de relance, Dexia propose un prêt de 136 762,00 euros aux conditions suivantes :

- Montant du prêt : 136 762,00 €
- Durée du prêt : 15 ans
- Périodicité : trimestrielle
- Mode d'amortissement : échéances constantes
- Taux d'intérêt : 2.08 % (taux fixe)
- Montant de l'échéance : 2 659.28 €
- Remboursement anticipé : possible à la date d'échéance
- Frais de dossier : néant
- Commission : néant

Compte tenu des conditions énoncées ci-dessus, la commission Finances, réunie le 8 Juillet 2010, a émis un avis favorable à la réalisation de cet emprunt.

Madame GIROUX demande au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer le contrat à intervenir.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE cette proposition et AUTORISE le Maire à signer le contrat à intervenir.

#### **10-110) GARANTIE D'EMPRUNT « ASSOCIATION CHATEAUBRIAND – SECTION CINEMA »**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de création d'une deuxième salle et de rénovation au cinéma « Chateaubriand » l'Association la Chateaubriand sollicite la garantie d'un emprunt de 150 000 € qu'elle se propose de contracter auprès de la banque de Bretagne.

Elle propose au Conseil Municipal d'accorder sa garantie sous la forme suivante :

#### **ARTICLE 1**

Monsieur le Maire de COMBOURG 35270, expose au Conseil Municipal que **L'ASSOCIATION LA CHATEAUBRIAND** doit obtenir auprès de la BANQUE DE BRETAGNE, Agence de COMBOURG sise à COMBOURG 35270 - 4 Rue Notre Dame, un emprunt d'un montant de **150.000 Euros en principal**, destiné à financer des travaux d'extension et de rénovation du cinéma « LE CHATEAUBRIAND » et dont le remboursement s'effectuera en **180 versements mensuels constants de 1.098,29 euros** à partir de janvier 2011.



## **ARTICLE 2**

Cet emprunt sera contracté par **L'ASSOCIATION LA CHATEAUBRIAND** aux conditions suivantes :

### **INTERETS - REMBOURSEMENT**

**Intérêts : taux fixe de 3,85 % l'an** pendant toute la durée du Prêt.

**Remboursement :**

#### **Période d'utilisation**

La période d'utilisation aura une **durée maximum de 6 mois** à compter des présentes, et prendra fin à la date de la dernière utilisation du Prêt sans qu'il ne soit nécessaire d'attendre la fin de la période.

Si, au plus tard à la fin de la période d'utilisation ci-dessus définie, le Prêt n'est pas entièrement réalisé, il sera réduit au montant utilisé, sauf prorogation éventuelle de cette période accordée par la Banque.

Pendant cette période, l'Emprunteur sera redevable des intérêts décomptés (selon la méthode des nombres de 360 jours annuels et sur un mois de 30 jours), au taux ci-dessus sur le montant des réalisations effectuées au titre du présent Prêt correspondant au total des règlements effectués par le débit du compte spécial utilisation ouvert au nom de l'Emprunteur sur les livres de la Banque.

Ces intérêts seront perçus mensuellement à termes échus et pour la première fois un mois à compter de la date à laquelle aura eu lieu la première utilisation du Prêt.

#### **Période d'amortissement**

A compter de la fin de la période d'utilisation, le Prêt sera remboursable en **180 versements mensuels constants de 1.098,29 euros**, comprenant chacun une part d'amortissement ainsi que l'intérêt calculé au taux fixe ci-dessus indiqué sur le montant restant dû après chaque échéance et décompté selon la méthode des nombres de 360 jours annuels et sur un mois de 30 jours.

Le premier remboursement interviendra un mois, jour pour jour après la fin de la période d'utilisation, ce qui commandera la date des autres remboursements.

## **ARTICLE 3**

Cet emprunt doit être garanti par la caution solidaire de la Ville de COMBOURG à hauteur de 150.000 euros en principal outre intérêts, commissions, frais et accessoires.

Monsieur le Maire de COMBOURG donne lecture au Conseil Municipal de l'engagement de caution solidaire dans les termes suivants :

*Déclare, es-qualités, me constituer caution solidaire et indivisible de L'ASSOCIATION LA CHATEAUBRIAND envers la BANQUE DE BRETAGNE pour l'intégralité du remboursement en principal, outre intérêts, frais et accessoires de toutes sommes que cette dernière pourrait devoir à la banque susnommée à raison du prêt de **150.000 euros**, qui fera prochainement l'objet d'un contrat, le projet de contrat ayant été transmis à la commune par la Banque de Bretagne.*

*Il est expressément convenu qu'es-qualités, je renonce aux bénéfices de division et de discussion.*

*La BANQUE DE BRETAGNE pourra exécuter mon engagement, même si l'emprunteur n'assure pas l'une quelconque des obligations contractées envers elle et même si l'emprunteur utilise à des fins non conformes à ses engagements les sommes mises à sa disposition par ladite banque.*

En outre, Monsieur le Maire expose au Conseil que la commune de Combourg souhaite s'impliquer dans le projet de création d'une deuxième salle de projection et de rénovation du cinéma « Chateaubriand ». En garantissant cet emprunt auprès de la Banque de Bretagne, la commune soutient les actions culturelles et permet ainsi à la population combourgeoise de bénéficier d'une qualité de service complémentaire.

Monsieur Le Maire indique que le ratio de plafonnement, le ratio de division de risques et le ratio de partage de risques sont respectés.

#### **ARTICLE 4**

La commune pouvant être amenée à constituer des provisions pour couvrir d'éventuels risques financiers liés aux opérations de garanties d'emprunts, aussi il sera demandé à l'association « Chateaubriand » de fournir chaque année à la commune de Combourg le bilan moral et financier de l'association après approbation de celui-ci en assemblée générale.

#### **ARTICLE 5**

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer l'engagement de caution solidaire pour le compte de l'ASSOCIATION LA CHATEAUBRIAND au profit de la BANQUE DE BRETAGNE pour sûreté du remboursement de l'emprunt d'un **montant de 150.000 Euros** en principal majoré des intérêts, commissions, frais et accessoires, ci-dessus indiqué et ce dans les termes de l'acte de caution tels qu'ils sont indiqués ci-dessus et dont la lecture vient de lui en être donnée, et, à cet effet, s'engage pendant toute la durée de l'emprunt à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de cet engagement de caution.

La présente délibération ainsi que l'engagement de caution seront transmis par Monsieur Le Maire de COMBOURG à Monsieur le Préfet de Département d'Ille et Vilaine dans un délai maximal de 30 jours à compter des présentes.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés (à l'exception de Madame GINGAT, Messieurs COCHARD et THEURET, qui se sont retirés pour ce vote), ACCORDE SA GARANTIE à l'Association LA CHATEAUBRIAND pour le

prêt de 150 000 €, dans les conditions énoncées ci-dessus et **DONNE POUVOIR** au Maire pour signer l'acte à intervenir.

### **10-111) MISE EN PLACE D'UN PARCOURS D'INTERPRETATION**

Rapporteur : Monsieur Bertrand HIGNARD, Adjoint

Monsieur HIGNARD rappelle au conseil municipal que, par délibération n° 10.11 en date du 24 février 2010, il a été décidé de mettre en place un parcours d'interprétation sur le thème de François-René de Chateaubriand et d'y associer les élèves des collèges Chateaubriand et St Gilduin. La finalité de l'exercice étant de retracer les étapes importantes de la vie de François-René de Chateaubriand sur 10 tableaux qui seront installés sur le chemin piétonnier de la partie Nord du Lac Tranquille.

Dans cette même délibération plusieurs aides financières étaient sollicitées. Considérant qu'une aide parlementaire peut également être octroyée pour ce projet, Monsieur HIGNARD propose au conseil municipal de la solliciter dans les meilleurs délais.

Entendu l'exposé de Monsieur HIGNARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** cette proposition.

### **10-112) VALIDATION DU PLAN D'AMENAGEMENT PATRIMONIAL**

Rapporteur : Monsieur Bertrand HIGNARD, Adjoint

Monsieur HIGNARD rappelle au conseil municipal que, par délibération n° 09.72 en date du 18 mai 2009, il a été décidé de mettre en place un Plan d'Aménagement Patrimonial sur la commune de Combours selon des considérations thématiques (pans de bois, enseignes) ou topographiques (afin de réaliser une réhabilitation ou une action systématique définie à l'échelle d'une rue, d'une place ou d'un quartier du territoire communal) et d'une opération groupée.

Le Cabinet Berger-Wagon de la Rochelle a été retenu pour cette étude.

Monsieur HIGNARD propose au conseil municipal de retenir les axes suivants :

#### **Axe A : AMENAGEMENTS DE L'ESPACE PUBLIC : PLACE CHATEAUBRIAND et ENTREE SUD**

##### La Place Chateaubriand :

Cette place constitue un lieu majeur de découverte de la ville ancienne et de son château. Elle est actuellement bordée au Nord par le mur d'enceinte du château et au Sud ouverte sur une large vue sur l'étang.

A l'Est et à l'Ouest, les immeubles bâtis sont des hôtels-restaurants, avec leurs terrasses et leur stationnement. L'espace est marqué visuellement par la statue de François René de Chateaubriand en milieu de place.

Les orientations proposées :

- Mettre un pavage unique sur toute la place ;
- Mettre en place l'accessibilité PMR ;
- Perspective statue, mur du château à mettre en valeur ;
- Pour les voies traversant la place, la chaussée pavée sera réduite ;
- Mettre en sens unique la chaussée de Durfort.

#### L'entrée Sud :

Accès principal à la cité depuis Rennes, cette entrée offre une perspective intéressante sur le château et sur le lac tranquille avant d'aboutir sur la place Chateaubriand.

Les orientations proposées :

- Aménagement d'un cheminement piéton sécurisé, entre la prairie de l'Angevaine et la Place Chateaubriand en passant au bord de l'Etang ;
- Aménagement de l'accès à la prairie de l'Angevaine ;
- Amélioration de l'aspect de l'entrée Sud.

### **Axe B : ACTIONS SUR LES EDIFICES PRIVES ET PUBLICS DANS LE PERIMETRE DEFINI.**

Cette action consiste à sensibiliser les particuliers à l'entretien et à la restauration de leur patrimoine, et à les inciter à la suppression des verrues dans le secteur suivant :

- Place Chateaubriand ;
- Place des Déportés
- Rue Chateaubriand ;
- Place du Champ de derrière ;
- Rue Sainte-Barbe ;
- Rue de la Butte ;
- Rue des Champs ;
- Rue du Linon ;
- Place Albert Parent ;
- Rue de la Barrière ;
- Rue des Princes ;
- Rue des Sports.

Les orientations proposées :

- Restauration des édifices (maçonnerie, taille de pierre, enduits, joints traditionnels, menuiseries bois, peinture des menuiseries, charpente apparente, couverture, cheminée, ferronnerie, zinguerie, murs et escaliers anciens, etc) ;
- Suppression des verrues.

### **Axe C : ACTIONS SUR LES DEVANTURES ET LES ENSEIGNES**

La ville possède des fonctions de centralité importantes, et notamment une activité commerciale forte qui a incité la municipalité à mettre en place une Charte des enseignes et de traitement des façades commerciales dès 2005. Cette action consiste à poursuivre activement la politique engagée dans le cœur de la cité.

Les orientations proposées :

- Restauration et mise en place de devantures et d'enseignes respectant les préconisations de la Charte ;
- Suppression des devantures et des enseignes non respectueuses de la qualité architecturale des bâtiments.

Monsieur HIGNARD propose au conseil municipal d'accepter les axes énoncés et validés par l'association des Petites Cités de Caractère.

La minorité municipale, considérant qu'elle n'a pas eu l'information suffisante pour se positionner sur ce dossier important, demande à ce que ce dossier soit retiré de l'ordre du jour. Monsieur LE BESCO indique que ce dossier doit être validé rapidement afin d'obtenir les subventions de la Région au titre des Petites Cités de Caractère qui s'adressent à la fois aux particuliers et aux commerces.

La minorité municipale indique qu'elle ne prendra pas part au vote.

Entendu l'exposé de Monsieur HIGNARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 22 voix POUR, ADOPTE cette proposition.

### **10-113) DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL ENTRE LES VERDIERES ET LE CHENOT – Demandeur : Monsieur Yves DENOUAL**

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 2 mai 2010, Monsieur Yves DENOUAL, domicilié 20 rue de Dingé à Combourg et propriétaire d'un terrain situé entre les Verdières et Le Chenot a demandé l'achat d'une portion de chemin communal situé au droit de la parcelle G 1025.

La commission voirie et affaires agricoles, réunie en date du 9 juin 2010, s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à cette demande.

Monsieur LEBRET propose au conseil municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cession.

Par ailleurs, il est précisé que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.30 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, EMET UN AVIS FAVORABLE à cette cession, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, et aux conditions évoquées ci-dessus.

**10-114) DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL ENTRE LES VERDIERES ET LE CHENOT – Demandeur : Monsieur Jean DENOUAL**

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 8 juin 2010, Monsieur Jean DENOUAL, domicilié au lieu-dit « Les Verdières » à Combourg et propriétaire d'un terrain situé entre les Verdières et Le Chenot a demandé l'achat d'une portion de chemin communal situé au droit des parcelles G 1281 et G 1022.

La commission voirie et affaires agricoles, réunie en date du 9 juin 2010, s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à cette demande.

Monsieur LEBRET propose au conseil municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cession.

Par ailleurs, il est précisé que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.30 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur)

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés (à l'exception de Monsieur DENOUAL qui s'est retiré pour ce vote), EMET UN AVIS FAVORABLE à cette cession, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, et aux conditions évoquées ci-dessus.

**10-115) CIMETIERE - AMENAGEMENT D'UN COLUMBARIUM, JARDIN DU SOUVENIR ET CAVEAUX PROVISOIRES**

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal que la Ville de Combours envisage dans le cimetière l'aménagement d'un espace funéraire dédié au dépôt d'urnes et à la dispersion des cendres des défunts.

L'espace Columbarium sera composé comme suit :

- Un muret maçonné dans lequel seront insérées 22 cavurnes.
- Un espace destiné à la dispersion des cendres funéraires.
- Un parvis réalisé en pavés.
- Une palissade faisant clôture entre le cimetière et la propriété voisine.

Et par ailleurs :

- Un espace funéraire d'attente, composé de deux caveaux contigus en remplacement de l'existant.

A cet effet, une consultation en procédure adaptée a été lancée auprès de différents artisans, en date du 3 Mai 2010, avec une remise des offres fixée au 4 Juin 2010.

Après réunion de la commission « cadre de vie et environnement » du 1<sup>er</sup> Juillet 2010, il a été décidé d'attribuer les lots comme suit :

- Lot n° 1 – Maçonnerie : Sarl Berhault Pascal de Meillac pour un montant de 18 850.76 € HT soit 22 545.51 € TTC.
- Lot n°2 – Marbrerie : Sarl Hignard Robert et Fils de Tinténac pour un montant de 4 556.86 € HT soit 5 450.00 € TTC

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

**10-116) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1<sup>er</sup> Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour :

- 6<sup>e</sup> alinéa « de passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes »
- 15<sup>e</sup> alinéa « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 10.023T en date du 7 juin 2010 (**DIA n° 23**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :

- Parcelle AE n° 663 d'une superficie de 282 m<sup>2</sup> et supportant une maison individuelle
- Arrêté n° 10.024T en date du 16 juin 2010 (**DIA n° 24**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AC n° 389 d'une superficie de 825 m<sup>2</sup> et supportant une maison individuelle
- Arrêté n° 10.025T en date du 16 juin 2010 (**DIA n° 25**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AH n° 231 d'une superficie de 535 m<sup>2</sup> et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.026T en date du 16 juin 2010 (**DIA n° 26**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AE n° 162 d'une superficie de 510 m<sup>2</sup> et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.027T en date du 21 juin 2010 (**DIA n° 27**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelles AC n° 553 et n° 557 d'une superficie de 429 m<sup>2</sup> et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.028T en date du 26 juin 2010 (**DIA n° 28**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AE n° 164 d'une superficie de 511 m<sup>2</sup> et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10-112 en date du 15 Juillet 2010 décidant d'accepter une indemnité d'assurance de 1 490,65 € de Groupama Assurance (Litige copropriété rue Notre Dame)

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 40.



**CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU MARDI 27 JUILLET 2010**  
**A 20 H 00**

---

**ORDRE DU JOUR**

---

- Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- Communauté de Communes – Modification des statuts – Intégration de compétence « Vie Culturelle »
- Bâtiment Petite Enfance : Approbation du dossier PRO et du dossier de consultation des entreprises
- Mise à disposition du terrain nécessaire au projet de reconstruction du Centre Local Hospitalier (CLH) de Combourg
- Cession à la Commune d'une portion de terrain – rue de Melesse
- Lotissement « Cité Rahuel » - Demande d'accord du Conseil Municipal pour la revente d'un lot
- Tarifs cantine – Rentrée scolaire 2010-2011
- Subvention municipale – Association Mobydick
- Versement de subventions pour les vitrines et enseignes
- Mobilier des nouvelles classes de l'école élémentaire – Décision modificative
- Encaissement des chèques de dossiers de consultation des entreprises (DCE) du programme voirie 2010 – Secteurs en régie
- Travaux de restructuration de l'école élémentaire – Avenants
- GAEC du Linon – Indemnité d'éviction
- Souscription d'un emprunt
- Garantie d'emprunt – Association Chateaubriand – section Cinéma
- Mise en place d'un parcours d'interprétation
- Validation du plan d'aménagement patrimonial
- Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal entre les Verdières et le Chénot – Demandeur : M. Yves DENOUAL
- Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal entre les Verdières et le Chénot – Demandeur : M. Jean DENOUAL
- Cimetière – Aménagement d'un columbarium, jardin du souvenir et caveaux provisoires
- Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

# **CONSEIL MUNICIPAL**

## **DU MARDI 27 JUILLET 2010**

**A 20 H 00**

---

### **DELIBERATIONS**

---

- 10-95) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 10-96) Communauté de Communes – Modification des statuts – Intégration de compétence « Vie Culturelle »
- 10-97) Bâtiment Petite Enfance : Approbation du dossier PRO et du dossier de consultation des entreprises
- 10-98) Mise à disposition du terrain nécessaire au projet de reconstruction du Centre Local Hospitalier (CLH) de Combours
- 10-99) Cession à la Commune d'une portion de terrain – rue de Melesse
- 10-100) Lotissement « Cité Rahuel » - Demande d'accord du Conseil Municipal pour la revente d'un lot
- 10-101) Tarifs cantine – Rentrée scolaire 2010-2011
- 10-102) Subvention municipale – Association Mobydick
- 10-103) Versement de subventions pour les vitrines et enseignes
- 10-104) Mobilier des nouvelles classes de l'école élémentaire – Décision modificative
- 10-105) Salle Karaté – Travaux de toiture – Décision modificative
- 10-106) Encaissement des chèques de dossiers de consultation des entreprises (DCE) du programme voirie 2010 – Secteurs en régie
- 10-107) Travaux de restructuration de l'école élémentaire – Avenants
- 10-108) GAEC du Linon – Indemnité d'éviction
- 10-109) Souscription d'un emprunt
- 10-110) Garantie d'emprunt – Association Chateaubriand – section Cinéma
- 10-111) Mise en place d'un parcours d'interprétation
- 10-112) Validation du plan d'aménagement patrimonial
- 10-113) Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal entre les Verdières et le Chénot – Demandeur : M. Yves DENOUAL
- 10-114) Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal entre les Verdières et le Chénot – Demandeur : M. Jean DENOUAL
- 10-115) Cimetière – Aménagement d'un columbarium, jardin du souvenir et caveaux provisoires
- 10-116) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales